



**HAL**  
open science

## Partager le territoire, une utopie nécessaire

Odile Hoffmann

► **To cite this version:**

Odile Hoffmann. Partager le territoire, une utopie nécessaire: Compte-rendu de lecture du livre de Luc Cambrézy, Réfugiés et exilés. Crise des sociétés, crise des territoires. Revue Tiers Monde, 2002, 170, pp.468. halshs-00463262

**HAL Id: halshs-00463262**

**<https://shs.hal.science/halshs-00463262>**

Submitted on 11 Mar 2010

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Publi :

HOFFMANN, O. (2002) « Partager le territoire, une utopie nécessaire... » Compte-rendu de lecture du livre de Luc Cambrézy, *Réfugiés et exilés. Crise des sociétés, crise des territoires*, Tiers Monde n°170 avril-juin 2002, page 468.

par Odile Hoffmann

Géographe, Directrice de Recherche à l'IRD.

Paris, le 22-12-2001

Dans cet ouvrage, l'auteur nous invite à une réflexion sur les sociétés et leurs territoires en partant de situations extrêmes, celles où la relation entre les deux termes se défait (les exilés), ou au contraire se renoue sur la base d'une précarité ultime (les camps de réfugiés). Thème connu par bribes, journalistiques le plus souvent, il est ici exposé dans ses connexions entre différentes logiques (locales et internationales, politique et humanitaire), à différentes échelles du temps et de l'espace.

L'ouvrage débute par une mise à plat de « la question des réfugiés » dans le monde et particulièrement en Afrique, puis met l'accent sur les réalités géographiques, sociales et politiques qu'elle implique : les transferts de populations, les camps de réfugiés, les exils. Une partie importante est ensuite consacrée au rôle et aux pratiques de l'action humanitaire, puis à l'ordre mondial qui peine à se mettre en place. Finalement, et c'est là la partie la plus intéressante pour les géographes, l'auteur propose une interprétation plus théorique du statut des territoires dans les dynamiques socio-politiques contemporaines, et notamment dans la résolution ou l'exacerbation des conflits dits « inter-ethniques ».

Disons-le d'emblée : le lecteur ne trouvera pas ici de réponse définitive aux grandes interrogations relatives au « traitement » des réfugiés à travers le monde ou en Afrique. En revanche, il trouvera les éléments pour construire d'autres questions et d'autres arguments. Et c'est là un des atouts fondamentaux du travail. Refuser les questions toutes faites –et les réponses associées–, déplacer les termes du débat, éclairer différemment des problèmes laissés en suspens, c'est déjà apporter des éléments de réponse. C'est en tout cas affaiblir la pensée unique qui nous environne de plus en plus.

Ce parti-pris théorique et éthique –l'analyse des « situations » hors de tout cadrage idéologique initial– pousse l'auteur à explorer sans fard les contradictions et les ambiguïtés des catégories analytiques qui guident jusqu'à aujourd'hui notre compréhension de ces phénomènes. Il se livre ainsi à une tâche de « déconstruction » des notions clés que sont les réfugiés, déplacés et exilés mais aussi l'ethnie, la Nation, l'Etat-nation, le territoire. Chacune est passée au crible de situations concrètes, prises dans des univers aussi différents que le Mexique et le Rwanda –que l'auteur connaît depuis longtemps– ou le Kosovo et la Palestine. A chaque fois, les références aux conflits locaux se resituent dans les logiques mondialisées qui tout à la fois les entretiennent et cherchent à les résoudre. Et ce n'est la moindre des réussites de cet ouvrage que de lier ainsi les différents niveaux d'analyse, d'interprétation et de prise de décision, du niveau le plus immédiat –l'individu, le camp– au global, sans oublier les entités intermédiaires, qu'elles soient nationales ou régionales..

Ces analyses nous mènent alors vers deux questionnements complémentaires : comment gérer, politiquement et pratiquement, le quotidien de millions de personnes qui se trouvent

dans le dénuement le plus absolu ? Comment interpréter, pour imaginer de nouvelles solutions, les conflits de tous ordres qui se traduisent finalement par des disputes ou des partages de territoires ?

Pour le premier point, l'auteur apporte des descriptions et des analyses fines des vécus des populations réfugiées dans les camps (2<sup>ème</sup> chapitre). Des pages parfois émouvantes où l'on perçoit la désespérance mais aussi les efforts et les petites réussites quotidiennes des acteurs-sujets, qu'ils soient d'un côté ou de l'autre de la frontière matérielle, politique et sociale que constitue la clôture du camp : populations réfugiées d'un côté, « humanitaires » et politiques de l'autre. Une urbanisation naissante dans les camps, au temps suspendu, prouve s'il le fallait le besoin absolu pour l'individu de donner sens à son espace de vie, aussi éphémère et menacé soit-il. Face à ces tentatives quelque peu désespérées l'auteur dénonce, sans condamner mais en les expliquant, les impasses de ce qui se constitue désormais comme champ autonome - l'humanitaire-, ou des instances internationales spécialisées (la Croix-Rouge, le HCR, 3<sup>ème</sup> chapitre), pris dans un engrenage intervention-assistance-pérennisation des situations d'urgence. L'avenir des Etats-Nations est alors questionné au regard du devoir d'ingérence qui semble gagner du terrain dans les sphères internationales, mais aussi des phénomènes plus généraux liés à la globalisation (ouverture des frontières aux biens, informations et personnes). Pour sa part, le « nouvel ordre mondial » d'après 1989 n'a pas apporté de réponse satisfaisante. L'auteur invite à réfléchir de nouveau sur la notion de *frontières* qui est au fondement des concepts d'ethnie (Barth), de Nation (héritée du traité de Westphalie et, en Afrique, de la décolonisation) et plus globalement des relations internationales (4<sup>ème</sup> chapitre).

Sur un plan plus théorique (5<sup>ème</sup> chapitre), Luc Cambrézy envisage une « réhabilitation » du territoire dans les analyses, arguant du fait que celui-ci, le plus souvent, n'est qu'instrumentalisé dans les analyses de type géopolitique ou anthropologique. Comme si les observateurs et les politiques avaient « peur du territoire » et se réfugiaient derrière les atrocités constatées de par le monde ces dernières décennies –pour ne pas remonter un peu plus loin dans le temps et un peu plus près de chez nous, ce qui serait aisé..- pour esquiver la dimension territoriale des conflits contemporains. L'ethnisme et le communautarisme seraient les preuves du « danger territorial ». Pour l'auteur au contraire, la prise en compte du territoire, pour douloureuse qu'elle soit, est incontournable si l'on veut échapper à notre actuelle impuissance et incapacité à penser des mondes différents. Il plaide pour un « retour du territoire » qui ne serait plus subordonné au politique. On peut ne pas être d'accord avec l'auteur sur ce dernier point, mais, à la lecture de l'ouvrage, on sort convaincu de l'absolue nécessité de repenser le territoire avant que d'autres ne le fassent à notre place (et, surtout, à celle des habitants et des sociétés concernés).

Dérangeant par le rappel constant de nos ambiguïtés face à nos propres concepts (ethnie, identité, Nation, territoire), très argumenté, ce livre ouvre de nouvelles voies théoriques tout en marquant clairement les limites et les dérives possibles de nos interprétations.